

# Actualité



**Des informations « objectives » sur l'IVG**  
Marisol Touraine, ministre de la Santé, a annoncé hier le lancement du 0800 08 11 11, numéro de téléphone destiné à informer les femmes sur l'interruption volontaire de grossesse. PHOTO XAVIER LÉOTY

## Catalogne : le temps des incertitudes

**BARCELONE** Les partisans de l'indépendance vont devoir s'entendre pour atteindre leur objectif. D'autant qu'ils n'ont pas obtenu la majorité des voix des électeurs

**CÉCILE THIBAUD**  
À BARCELONE

**A**u lendemain de la victoire des indépendantistes au Parlement de Barcelone, les interrogations sont nombreuses en Espagne. Et maintenant, que va-t-il se passer ? Les ponts sont-ils coupés entre Barcelone et Madrid ?

Les partis favorables à la sécession de la Catalogne ont en effet remporté, dimanche, la majorité des sièges au Parlement régional. La coalition Junts pel si (Ensemble pour le oui), qui réunit les grands partis nationalistes de droite et de gauche, aura 62 des 135 députés de l'Assemblée, alors que le petit parti anticapitaliste CUP en obtient pour sa part 10. Une alliance leur donnerait une nette majorité au Parlement pour voter l'ouverture d'un processus qui mènerait vers l'indépendance de la Catalogne en 2017.

Reste que si les nationalistes ont gagné les élections, ils ont perdu leur plébiscite sur l'indépendance. Ils savent en effet qu'ils doivent leur victoire en sièges au système électoral, qui favorise le vote rural par rapport au vote urbain. Si l'on

additionne les bulletins, le « camp du oui », n'a pas obtenu la majorité des voix, puisque Junts pel si totalise 39,57% des bulletins et la CUP 8,21%, soit au total 47,8%.

**« Nous avons beaucoup de travail devant nous, mais nous ne lâcherons pas »**  
**(Artur Mas)**

Peut-on raisonnablement se lancer dans une sécession sans avoir pour soi la majorité des électeurs ? Artur Mas, le président sortant de la Generalitat (le gouvernement de Barcelone) et figure de proue de Junts pel si, ne semble pas en douter.

Dimanche soir, devant les sympathisants venus fêter la victoire, il jubilait : « Le oui a gagné ! », avant d'ajouter « Nous avons beaucoup de travail devant nous, mais nous ne lâcherons pas ! » L'heure était à la fête, entouré de ses alliés de la gauche indépendantiste ERC et

des représentants des grandes associations indépendantistes.

### Analyse prudente

Pourtant, tout ne se passe pas comme prévu pour Artur Mas. Lui qui a toujours été l'homme de la droite nationaliste catalane sait que son avenir passe maintenant par un pacte avec l'autre liste indépendantiste, celle de la CUP. Le petit parti anticapitaliste est un compagnon de route exigeant, qui a toujours fustigé la politique d'austérité menée par Artur Mas et son alliance avec le grand capital. Il risque bien de refuser de participer à son élection comme président de la Generalitat. « Nous ne pouvons pas voter pour l'homme des coupes budgétaires », avertit Anna Gabriel, l'une des dirigeantes de la CUP.

Du côté des partis opposés à l'indépendance, on faisait hier une analyse prudente des résultats catalans. Jusqu'au bout, on avait voulu croire que les partisans de l'union avec l'Espagne gagneraient, malgré les sondages tablant sur le réveil des abstentionnistes. « L'indépendantisme n'a pas réus-



**Les leaders indépendantistes face à leurs supporters, dimanche soir à Barcelone.** PHOTO MAXPPP

si à s'imposer, mais ses opposants encore moins», souligne Xavier Vidal Folch, directeur de l'édition catalane du quotidien « El País ».

### « Rajoy a joué à l'autruche »

Le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a pris la parole hier à la mi-journée avec une déclai-

ration solennelle, pour transmettre, dans sa ligne habituelle, « un message de tranquillité », rappelant que rien n'a changé. « Ce qui commence en Catalogne, c'est une nouvelle législature régionale et son devoir est de travailler pour tous les Catalans », a-t-il insisté, tentant de minimiser les enjeux et of-

## La revendication catalane fait des émules

**INDÉPENDANTISME** Du Pays basque au Québec, les partisans de solutions d'autodétermination voudraient relancer leurs causes dans le sillage catalan

Il y a un an, le non des Écossais au référendum d'indépendance (55 % des voix) avait douché leurs espérances. Dimanche soir, la majorité en sièges recueillie au Parlement de Barcelone par la coalition des indépendantistes catalans a ranimé la flamme des partis et mouvements qui – au Pays basque, en Flandre, au pays de Galles, en Irlande du Nord, au Tyrol du Sud et jusqu'au Québec –, espèrent transformer leurs régions autonomes en États de plein droit.

« Je crois à la possibilité d'une consultation légale et négociée », a lancé le président du gouvernement basque, Iñigo Urkullu, dimanche à l'adresse de Madrid, demandant « un nouveau statut politique pour l'Euskadi ». Si l'indépendance est l'horizon, c'est bien un référendum

qu'exige le président basque. Et tant pis si Madrid, campé sur la Constitution de 1978, dénie aux autonomies le droit de convoquer un vote d'autodétermination sans que toute l'Espagne soit consultée, puisqu'une autre région d'Europe, l'Écosse, avait pu l'obtenir.

### Le précédent écossais

Mais le précédent écossais montre qu'il y a loin de la coupe aux lèvres. « Nous sommes mieux ensemble », avait dit David Cameron aux électeurs. Finalement, les Écossais n'avaient pas écouté les sirènes indépendantistes. Mariano Rajoy a dit aux Catalans la même chose que son homologue anglais. Ceci dit, le piètre résultat du parti du Premier ministre espagnol en Catalogne laisse aux partisans de la rupture la

certitude qu'ils franchiraient la barre des 50% dans le cadre d'un référendum.

C'est aussi l'espoir des indépendantistes de Québec solidaire, qui n'ont pas désarmé malgré le souvenir cuisant du référendum de 1995 lorsque les électeurs, de justesse (à 50,58%), avaient opté pour le maintien de la province francophone dans le Canada. Comme si, au moment fatidique, la population préférerait une large autonomie à l'aventure du grand large.

La Flandre, dont la Nouvelle Alliance flamande (NVA) est devenue le premier parti belge et qui menaçait de briser l'unité nationale, campe désormais sur ses revendications de fédéralisme fiscal. Car utiliser la menace indépendantiste pour obtenir plus d'autonomie



**Manifestation de partisans de l'indépendance écossaise.** PH. AFP

peut être une tactique dès lors que le sentiment national perdure. En Italie, le Tyrol du Sud quitterait bien l'État italien pour rejoindre les Tyroliens autrichiens mais, en attendant, il parvient à récupérer les neuf dixièmes de ses contributions fisca-

les. Quant à la Ligue du Nord, elle s'accroche au fédéralisme fiscal mais ne parle plus d'indépendance de la « Padanie », une région d'ailleurs inventée pour les besoins de la cause. . .

**Christophe Lucet**